
radioactifs demain ?

Le mouvement antinucléaire a acquis, ces derniers mois, dans différents pays, un poids politique considérable. Ainsi la social-démocratie suédoise a dû reconnaître que sa politique nucléaire avait été une des causes principales de son échec électoral. En Grande-Bretagne, une commission officielle vient de recommander au gouvernement de renoncer à construire des surgénérateurs étant donné l'impossibilité de garantir des conditions de sécurité satisfaisantes. Enfin, aux USA, malgré l'étouffement par les autorités officielles de l'affaire de contamination de cinq personnes après une explosion dans une centrale, les demandes de fermeture des centrales anciennes et de réexamen du programme nucléaire se font de plus en plus nombreuses.

En France, après les mobilisations de cet été, plusieurs mouvements viennent de remettre le nucléaire dans l'actualité. D'abord la grève des travailleurs du centre de retraitement de La Hague suivie par celle d'autres centres de la CEA passés sous la direction de la COGEMA, filiale à 100% du CEA, mais peut-être pas pour longtemps, étant donné les convoitises que suscite le secteur nucléaire. Les travailleurs de ces centres, trimballés de société en société veulent, d'une part, que la sécurité de l'emploi et le maintien des avantages acquis leur soient garantis, d'autre part que les conditions de travail et de sécurité cessent de se dégrader comme c'est le cas depuis le début de l'été à La Hague.

Les travailleurs en lutte ne sont pas isolés; ils reçoivent de nombreux messages de soutien de travailleurs d'entreprises extérieures. Ceux de La Hague viennent de recevoir, en particulier celui du Comité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie (CRIN) qui mène une dure lutte pour empêcher la transformation de la Basse-Normandie en région réservée au nucléaire. En effet, en dehors de la centrale de Flamanville, à quinze kilomètres de La Hague, une deuxième centrale est projetée à Euglesqueville, au pied de la presqu'île du Cotentin. Ajoutez à cela, l'extension perpétuelle du centre de traitements des déchets, vous aurez une idée de l'importance du combat mené par le CRIN, tant au niveau du problème de la désertification du pays que celui de la pollution. Sur ce dernier point, il vient d'adresser une lettre ouverte au ministre de la Santé dénonçant l'augmentation considérable de la radioactivité dans l'air et dans l'eau ces trois dernières années.

inactifs aujourd'hui, radioactifs demain

Par ailleurs, deux rassemblements importants ont eu lieu récemment. Celui de Braud-St-Louis, dont nous reparlerons, pour préparer le premier procès d'opposants au programme nucléaire et celui de Grenoble, les 17 et 18 septembre, contre la construction du surgénérateur Super Phénix à Malville.

Ce sont plus de 3 000 personnes qui ont défilé

dans Grenoble avec ce mot d'ordre le vendredi 17 septembre, à l'appel de 19 organisations dont l'UD CFDT, la FEN de l'Isère, les associations écologiques et de défense de l'environnement, le PSU. La manifestation a rencontré un accueil très favorable auprès de la population et c'est là un point important explicable par le travail fait par les organisations auprès des habitants de la région. Comme pour la manifestation de juillet une intense campagne d'information avait été entreprise et en particulier les interventions s'étaient succédées sur les marchés de la ville depuis plusieurs samedi. Le défilé s'est terminé place Vaucansen ; c'est là que fut fait le compte rendu des trois délégations envoyées à la mairie, au conseil général et à la préfecture, pour faire connaître les exigences des manifestants : suspension des travaux du surgénérateur, diffusion officielle des avis des différentes parties prenantes, publication du plan « Orsec Radiations ».

les « retombées »... de la mobilisation

Le samedi 18 au matin, un groupe d'antinucleaires, composé de 30 personnes, pénétrait sans difficulté, malgré la présence de plusieurs cars de CRS autour des bâtiments, dans les locaux de la protection civile, situés dans une aile de la préfecture. Il s'est emparé d'un certain nombre de documents : plan Orsec radiations, dossier du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), celui de la Société industrielle de combustibles nucléaires (SICN) de Veuvrey, ainsi que des dossiers sur la sécurité dans les usines chimiques ou sur la pollution de Pechiney-Ugine-Kuhlman dans le Rhône. La fédération PSU de l'Isère réclame la publication de tous ces documents pour que la population sache enfin ce qui est prévu, au niveau de la sécurité, en cas d'accidents nucléaires ou chimiques. Il s'agit d'éviter que les habitants de la région fassent la triste expérience de la population de SEVESO.

Le plan Orsec radiations vient d'être rendu public par les écologistes et il est très révélateur sur deux points: des mensonges du gouvernement et de la mi-

litarisation de la société impliquée par le nucléaire.

Alors que le plan date d'une dizaine d'années, époque où seules les centrales nucléaires graphite-gaz, c'est-à-dire les moins dangereuses, fonctionnaient, il est écrit que « des accidents peuvent avoir une ampleur telle que l'on est amené à prévoir un plan de sécurité et de protection valable pour une zone comprenant plusieurs départements ».

Depuis cette époque, la France construit des réacteurs à eau légère qui augmentent déjà considérablement les risques, et se lance dans l'escalade des surgénérateurs, les réacteurs les plus dangereux. C'est pourquoi nous devons combattre, par tous les moyens, la propagande mensongère d'EDF et du gouvernement sur le caractère hypothétique d'accidents et sur le fait que s'il y en a un il sera circonscrit au cœur de la centrale, les barrières de sécurité étant suffisantes pour protéger la population environnante.

Les risques décrits précédemment amènent les auteurs du plan à prévoir un dispositif d'intervention capable de contrôler de grandes populations : c'est donc un dispositif militaire, très hiérarchisé : le préfet doit prévenir le ministre, qui prévient le préfet de région, qui prévient l'armée (ne pas oublier qu'une réforme récente a fait coïncider les zones militaires avec les circonscriptions administratives régionales). Après quoi, le préfet prévient la gendarmerie qui prévient les médecins. Une fois l'alerte déclenchée, il faut délimiter « une zone d'insécurité et une zone de contrôle » où seront effectuées les interventions de l'armée, de la gendarmerie et de la police.

première victoire

Après deux jours de délibérations, malgré la propagande des « experts » du gouvernement et d'EDF, le conseil général de l'Isère a voté une motion des représentants socialistes demandant au gouvernement de surseoir à la construction de super-phénix. Cette orientation devrait éviter à l'avenir les zigzags du PS de l'Isère qui, présent à toutes les réunions préparatoires de la manifestation du 17, étant absent le jour de l'appel commun. Le PCF s'est abstenu sur cette motion après avoir expliqué que la seule chose à exiger était l'utilisation des techniques nucléaires françaises sous contrôle gouvernemental. L'élargissement du mouvement antinucléaire continue: ainsi la fédération alsacienne du PS vient de se prononcer « contre toute tranche nucléaire tant que les problèmes de sécurité n'auront pas été résolus. Aussi nous serons présent dans toutes les manifestations antinucléaires régionales ».

La construction de l'unité populaire sur le nucléaire est toujours à l'ordre du jour. Il faut continuer à développer les objectifs anticapitalistes unifiants, à articuler la critique du choix nucléaire avec la problématique du choix de société, du gaspillage capitaliste, de celui du travail dans une société socialiste autogestionnaire.

J.-F. THORAVAL

Le syndicat national CFDT du Personnel de l'énergie atomique a édité une brochure : *L'Usine de la Hague, situation industrielle, conditions de travail, sécurité*, qui permet de comprendre l'ampleur des problèmes qui sont en jeu et les répercussions possibles des changements de structure sur la sécurité des travailleurs et des populations. Pour se la procurer écrire à : SNPEA-CFDT, BP n° 2, 9190 Gif-sur-Yvette.